

L'Anarchie
est la plus haute
expression de l'ordre.
(Elisée Reclus.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Travailleurs, alerte !

LA situation actuelle du prolétariat confirme avec éclat qu'il n'est, entre les mains des impérialismes, qu'un atout, qu'une monnaie d'échange.

Le mois de juin est arrivé et, malgré toutes les promesses, les prix, loin de baisser, n'ont cessé d'accroître leur hausses.

L'action revendicative n'a jamais été aussi légitime. Pourtant, le calme règne dans les rangs de cette malheureuse classe ouvrière qui, hélas, « suit » aveuglément des chefs.

Il ne faut pas qu'elle bouge !

Elle est la « monnaie d'échange » de Staline, qui la livre à Marshall, afin de pouvoir bénéficier, lui aussi, du dollar.

Elle est également trahie par ceux du clan américain pour les mêmes raisons.

Couste que coûte, le calme doit régner, afin que le vieux système se survive.

Toute la presse « occidentale » suit fidèlement les consignes ; on feint d'oublier les promesses, on joue à l'étonnement lorsqu'un vague mouvement se dessine, on ne comprend pas, on ne sait plus !

Quant à l'Humanité, elle relègue prudemment à la « trois » les revendications, et un certain Lefranc se hâte de recommander aux manifestants du Luxembourg la dispersion dans le calme !

Mais si le prolétariat se manœuvre avec tant d'aisance, il n'en va pas de même avec les lois de l'économie.

Nous en sommes à un tournant décisif. Toutes les ficelles sont usées, les palliatifs les plus élémentaires sont devenus inopérants, car le système du profit est mort. Alors, devant la colère des travailleurs, dont la patience pourrait se lasser, on tente de leur injecter les haines artificielles et chauvines, dans l'espoir qu'elles feront oublier la misère réelle.

Tout est cher ? Les staliniens agitent l'épouvantail d'une Allemagne qui réarme ! D'autres agitent le vieux grelot de l'antisémitisme...

Mais on joue aussi un autre jeu. Ceux qui, anxieusement, de leurs palais, observent le monde du travail, n'attendent pas que les mouvements revendicatifs deviennent inquiétants (auquel cas ils n'hésiteraient guère devant le bain de sang). On organise des grèves partielles savamment fractionnées, sans cohésion, sans élan révolutionnaire, à propos de revendications sans portée.

Ainsi, pendant que la F.O. et la C.F.T.C. s'efforcent de prendre au sérieux la farce de la baisse, la C.G.T. s'apprête à faire battre le prolétariat en détail.

Or, c'est ainsi que se préparent les dictatures, dans le découragement et les luttes sans portée.

Travailleurs, alerte !

Jetez par-dessus bord les bavards syndicaux politisés qui pleurnichent sur le sort de la « patrie » et qui prêchent le calme.

Preniez conscience de votre force en la libérant, en forgeant, avec les anarchistes, un mouvement ouvrier sain, indépendant, en donnant aux grèves revendicatives une ampleur et un caractère révolutionnaire.

Ne laissez pas votre action servir des intérêts de castes, élargissez votre mouvement, grouvez-vous dans les syndicats révolutionnaires, créez et fédérez vos comités de lutte, face au capitalisme, à l'Etat, aux agents de Truman et de Staline, prenez conscience de votre force. En faisant éclater les cadres syndicaux impuissants ou pourris par la politique, vous ferez apparaître la gestion directe des entreprises comme la seule solution, la solution révolutionnaire.



CADAVRES ET PROFITS

On croit, en général, que l'ère des marchands de canons est révolue. Que partout les usines d'armements sont contrôlées sinon nationalisées et que nul ne peut aujourd'hui prélever un bénéfice sur les hommes qui se font tuer en Palestines et ailleurs.

Tout le monde se souvient encore du sinistre S'r Bazil Zaharoff, directeur de la Wickers qui édifica une colossale fortune en vendant dans le monde entier des armes à tous les belligérants qu'ils soient anglais, allemands, français, marocains ou turcs. En récompense de ces hauts faits, les criminels de guerre George V et Clemenceau, lui accordèrent de suprêmes distinctions : le premier le fit baronnet et le second Chevalier de la Légion d'Honneur !

Ces pratiques pour être aujourd'hui moins visibles, moins officielles, sont toujours bien vivantes et rémunératrices. Et dans les cas où il s'agit d'usines nationalisées, c'est l'Etat qui empêche les bénéfices.

(SUITE PAGE 2)

LA CATASTROPHE DU COPENHAGUE

Le Kattegat est resté, étant donné les difficultés du déminage, un des points les plus dangereux pour la navigation.

C'est dans ce détroit criblé de mines que le navire « Copenhague » a fait naufrage. Résultat : 200 morts.

La responsabilité de la compagnie de navigation ne fait aucun doute. S'appuyant sur l'exemple de diverses compagnies anglaises, elle n'avait pas jugé nécessaire de faire démagétiser le navire.

Elle invoque aujourd'hui une mauvaise raison : les mines acoustiques.

Il n'en reste pas moins vrai que dans la recherche de substantiels bénéfices la Compagnie a voulu éviter les frais qu'entraînait la réalisation du dispositif de démagétisation.

Le profit vient de faire en quelques instants 200 nouvelles victimes.

Autre fait non moins symptomatique : la légation yougoslave à Rome

Staline recule

Les événements internationaux se précipitent. A l'avance foudroyante des U.S.A. correspond le recul russe, qui apparaît de plus en plus évident de plus en plus grave serions-nous tentés d'écrire, à la lumière des faits diplomatiques qui ont marqué cette semaine.

Dans les Balkans la Russie éprouve en ce moment de lourdes difficultés qui doivent être dans une certaine mesure la conséquence indirecte de celle qu'elle éprouve sur son propre territoire. Il faut qu'elle s'arrête,



Pour la France. Pour la Palestine. Pour le pétrole. Pour la peau !!!

a publié une note favorable à l'administration italienne de ses anciennes colonies. Ajoutons à ce tableau, le seconde passe, son développement de la Bulgarie à la Grèce, le désir à peine voilé de Sokolowsky de provoquer la Conférence des Quatre à Berlin, la réduction des créances de l'U.R.S.S. sur la Hongrie et la Roumanie et brochant sur le tout la mise au rancard des revendications ouvrières en France et l'on aura les données suffisantes

LES JEUX ne sont PAS FAITS

Lors des faux accords — parce qu'il-lussoires — de décembre 1947, les organisations syndicales avaient pris rendez-vous avec le gouvernement pour le mois de juillet à seule fin d'examiner le bilan de l'économie nationale que l'on était incapable d'affubler du qualificatif LIBERALE ou DIRIGEE. Le rendez-vous n'a pas eu lieu. Or plus exactement l'un des partenaires — toujours le même, et pour cause — s'est récusé. M. Daniel Mayer, porte-parole de l'autre Mayer, et bon « gérant du capitalisme », a répondu par un « non » catégorique aux demandes cependant bien modestes du monde du travail. Au moins les ouvriers ont-ils la confirmation de ce qu'ils pensaient depuis longtemps. C'est clair, net, précis. Cela les délie de tout engagement... si tant est que le prolétariat eût dû se sentir engagé en pareil cas. Liberté donc est redonnée aux organisations syndicales qui, malgré leurs communiqués de victoire d'alors — nuancés — avaient très bien su que la grève politique de novembre-décembre 1947 s'était soldée par un échec éclatant tant par la maigreur des avantages obtenus que par la scission qui en résultait.

La C.G.T.-Kominform lance donc ses troupes dans la bataille des 20 % d'augmentation de salaires et la révision automatique de ces salaires dès que le coût de la vie dépasserait 10 0/0, DONC DANS UNE BATAILLE AUX OBJECTIFS TRES LIMITES. La mise en application de ces consignes nous a déjà valu quelques petites grèves-maison dans la métallurgie, grèves conduites suivant la nouvelle tactique communiste « des coups d'épingles ». De leur réussite doit naître un mouvement plus vaste allant du débrayage d'entreprise au débrayage de Fédérations.

(SUITE PAGE 4)

La vie sociale en U.R.S.S.

J'attendais avec intérêt le numéro de janvier-mars des Cahiers de l'Economie Soviétique, publication officielle en langue française sur la vie économique russe, afin de connaître les premiers résultats de la réforme monétaire de décembre 1947.

La revue apporte des chiffres précis. Mais, comme d'habitude, exposés avec assez d'habileté pour ne dire qu'une partie de la vérité, et de telle façon que le lecteur est toujours trompé.

Surtout, suivant leur tactique habituelle, les rédacteurs se gardent bien de confronter les salaires et les prix. C'est particulièrement de ces derniers que l'on nous parle. Nous n'avons, sur les premiers, que de vagues indications, suffisantes cependant pour qui a suivi attentivement le déploiement de l'échelle des inégalités sociales en U.R.S.S.

« Le taux des salaires reste inchangé », nous dit-on catégoriquement. Et cette information fondamentale est complétée par cette autre : « La politique des salaires différenciels va désormais renforcer son rôle de stimulant à la production. Et qu'après ces échelles de base, le travail aux pièces, pratiqué à environ 85 pour cent multipliera les inégalités entre les rétributions des travailleurs. »

C'est à dire, il y aura toujours dix-neuf catégories de rétributions industrielles, et dans chaque industrie, un éventail de neuf salaires horaires, allant de 100 à 360, pour les seuls ouvriers manuels — ce qui ne se trouve dans aucune industrie française — et de 100 à 660 pour le travail aux pièces. Peut-être les écarts seront-ils supérieurs, puisque « la politique des salaires différenciels va désormais renforcer son rôle de stimulant à la production. Et qu'après ces échelles de base, le travail aux pièces, pratiqué à environ 85 pour cent multipliera les inégalités entre les rétributions des travailleurs. »

Il est donc probable que les salaires extrêmes sont toujours de moins de 150 roubles par mois à 30 000 roubles, également par mois. Les Cahiers de l'Economie Soviétique ne précisent pas. Mais ils nous apprennent, indirectement, une petite lumière :

« L'Economist, disent-ils, évalue le salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier soviétique à trois ou quatre li-

(SUITE PAGE 3)

Trafics d'armes

Le 1^{er} juin 1948 le « San Carlo » a levé l'ancre avec : 120 caisses de poudre, 300 caisses de cartouches, 47 caisses d'obus 75, 169 caisses de grenades, 89 caisses de bouchons-allumeur et 140 caisses de bandes noires.

Sur ces caisses on pouvait lire : « Ministère de la Défense Nationale, Gouvernement du Liban, Beyrouth ».

Tout ce matériel de guerre destiné à la « défense » ou... à l'attaque provient d'usines et arsenaux français.

Les dockers auraient hésité...

Il est regrettable qu'ils aient accepté de le charger.

C'est à la mer qu'il fallait expédier cette marchandise homicide. Et nous la charger docilement dans la cage, camarades dockers !

FLEURS

GUERRE ET COMPROMIS

ELA avait commencé par un coup de tonnerre : l'annonce des pourparlers entre les deux Grands pour garantir la paix. Cela continue maintenant par une manœuvre électorale de grand style en vue de la désignation du nouveau Président des Etats-Unis.

Haletantes, les foules avaient attendu le miracle, quelque chose qui aurait dépassé les hommes mesquins et les politiques étroites, quelque chose qui aurait mis fin au cauchemar. Maintenant, elles retombent dans le scepticisme, elles se retrouvent dans le déni, par les propagandes partisanes, elles se sentent poussées, bousculées, pressées par d'immenses machines à remuer les cerveaux.

Ce phénomène qui se manifeste à propos de la guerre n'est pas neuf. Il se répète chaque fois que les événements prennent un tour tragique. Il est connu des services d'agitation dont disposent les Etats.

Qu'on n'attende pas de nous des révélations sensationnelles au sujet des intentions véritablement des maîtres de la Maison-Blanche ou du Kremlin. Nous n'avons ni tables d'école, ni observateurs dans l'entourage de Marshall, pas plus que nous ne possédons des indicateurs du Politburo. Et cependant nous croyons pouvoir, autant que les distingués spécialistes des affaires internationales qui annoncent la guerre à date fixe ou la paix suivant une dépêche d'agence,

Tout d'abord les aspects superficiels des événements ne doivent pas faire oublier l'essentiel. Un succès de propagande de la Russie ne modifie en rien les données statistiques de son industrie lourde ou de sa marine de guerre. Pas plus que les incidents de la campagne électorale en Amérique du Nord ne transforment les lois de l'expansion impérialiste yankee.

Si la guerre était possible matérielle, si l'un des deux Grands se sentait en état d'écraser dès maintenant son adversaire, Or, l'U.R.S.S., comme les U.S.A., n'agissent encore que par nations ou par parts intéressées, se gardant soigneusement d'intervenir directement et réservant leurs efforts pour les régions frontières, pour les zones non définitivement ralliées. Les deux impérialismes géants se poussent mais évitent de se frapper.

L'heure est venue pour eux de savoir s'il est possible de stabiliser la situation actuelle par un modus vivendi que l'un et l'autre estimeraient profitable : redressement économique de la Russie Soviétique et digestion de ses conquêtes; mise au point d'un appareil de contrôle, de gestion et de coordination par les Etats-Unis pour l'exploitation de ses nouveaux territoires d'influence.

C'est ce que les diplomates appellent la paix, ce que les techniciens appellent un compromis, et ce que nous appelons la guerre, car nous savons que la guerre est la condition même de l'existence des impérialismes, leur raison d'être.

Il n'est point de paix en régime capitaliste; il n'en est dans aucun régime où l'exploitation de l'homme par l'homme subsiste. Il n'est point de compromis qui soit définitif. Il n'est point de guerre qui ne se transforme constamment.

— se manifestant un jour par des bombardements ou des ruées de blindés, apparaissant en d'autres moments sous l'aspect de lutte commerciale, parfois sous la forme de poussées politiques ou d'utilisation de démagogies nationales.

Le journaliste, où va la différence ?

POUR LE CIRCUIT DIRECT

Nous taperons sur le clou autant et aussi longtemps qu'il le faudra pour l'enfoncer.

La baisse des prix qu'annonce le gouvernement, que sollicitent la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C., et qui seraient une bonne chose pour résoudre la question sociale est une fumisterie.

La baisse des prix que souhaitent les travailleurs est possible par la suppression des intermédiaires. Elle peut être une réalité demain si les organisations ouvrières créent elles-mêmes le circuit direct, sans souci des calculs électoraux, sans tenir compte des intérêts de partis.

Les centrales syndicales liées aux impérialismes ou au gouvernement affectent de confondre la baisse des prix qui sortiraient de décrets ou de résolutions du Conseil économique, sans toucher à un seul commerçant

ou à un seul transporteur, avec la baisse des prix imposés par l'action directe et l'intervention automatisée des consommateurs dans le circuit de la distribution, entraînant l'élimination des intermédiaires.

(SUITE PAGE 4)

Le journaliste, où va la différence ?

FLEURS

LES RÉFLEXES DU PASSANT

La fourragère



« Mais, monsieur, la fourragère est une distinction honorifique... ! »

« Excusez mon imperf. Dans ma

candeur, je croyais que c'était un v-

éhicule destiné au ramassage du foin ! »

« Seigneur ! Mais toute votre édu-

cation reste à faire ! Bref. Ils ont donc

rendu leur fourragère. Vous vous ren-

dez compte ? »

« Euh... monsieur, réfléchissez ! Si

tous ceux qui se distinguent du com-

mune des marins en retiraient autant ?

Ainsi moi, j'ai la Legion d'honneur, la

medaille militaire, la croix de la Libe-

ration, la croix du Levant et bien

d'autres encore, sans compter celles

que j'ai obtenues à l'école pour ma bon-

ne conduite ! Si je les initiales et si

tous les héros passés, présents et à ve-

nir suivraient mon exemple, si on ren-

rait les palmes académiques, le Mé-

rite agricole; si le cardinal rendait son

chapeau, l'académien son épée, le gé-

nérals ses étoiles et le député sa ceinture

triéloire, qu'arriverait-il, monsieur ?

Vous l'ignorez bien sûr ! Alors je vais

voulez me dire : les hommes seraient tous

confus, nivélés, rabâchés uniformé-

ment et rien ne pourrait plus distin-

guer un imbécile d'un intelligent... ! »

« Ce serait en effet très grave, car les

imbéciles ayant rendu leurs déclar-

ations risqueraient de se décliner avec les intelligents ! »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

Beaucoup trop même. La preuve c'est

que qu'ils sont au chômage.

Jusqu'au jour où l'on aura encore

besoin de quelque ligne Maginot... »

E. RENAN.

Reconstruction

M. Chneider, sous-secrétaire d'Etat aux affaires allemandes, a proposé au Conseil des ministres de faire entrer en France des travailleurs allemands pour les employer à des travaux de reconstruction.

M. Chneider est un petit plas-

tin. Et on le lui fit bien compren-

dre. Car, voyons, la population accep-

terait-elle la présence d'Allemands

dans les villes détruites par la

Wehrmacht ?

Poser la question c'est y répon-

dre ! Ceux qui ont souffert des

bombes, ceux qui ont tout perdu,

ne toléreraient certainement pas une

telle insulte à leur misère et,

plusôt que de voir leurs maisons bâ-

ties par l'ennemi, ils préféreraient en-

core rester dans la « majesté de leurs

rueines », ainsi que disait un dé-

puté bleu hortior dans la Chambre

du même nom, aux environs de

la même heure.

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

ment de magons viennent de France... »

On ne peut non plus exiger que

des magons viennent d'Angleterre

ou d'Amérique pour le faire... »

Car ces derniers ont détruit

« amicalement »... »

Alors, que faire ?

Rien du tout. Et c'est d'ailleurs

ce que l'on fit comprendre à M.

Chneider. Et puis nous avons telle-

TABLEAU SOCIAL DE L'AFRIQUE DU SUD

(Suite)

La pire des attitudes parmi les partis politiques est celle affichée par le Parti travailliste. Déjà, il a été déchiré de haut en bas lors de la question de la législation pour les Asiatiques (une loi tendant à suspendre certains droits commerciaux pour les Indiens), et son leader a été forcée de démissionner en raison de son opinion sur la nécessité pour le Labour Party de représenter uniquement « le travail blanc ». Des traces de son influence subsistent (le parti travailliste de Johannesburg fut le premier à réprover l'ensemble d'enseignement employeurs et salariés indigènes).

Je regrette de n'avoir ni le temps ni les moyens nécessaires pour mener une enquête de masse, car semblable enquête révèlerait les tendances mentales des Sud-Africains plus clairement que ne le permet l'interprétation politique passionnée. Le premier grand corps de l'opinion (basé largement sur les partis anti-démocratiques avoués mais aussi sur certains soutiens « libéraux » de Smuts) considérait qu'il était dommage qu'on n'eût pas réglé d'un seul coup toute cette coquetterie et arrangé les affaires une fois pour toutes. Le fait que cela fut pas réalisé n'est pas à mettre sur le compte de la passivité du gouvernement. La rapidité avec laquelle Smuts appelle la troupe et fait tirer sur les travailleurs fut démontré lors de la grève de 1922. Mais le « douceur » gouvernemental était applicable par le fait que la main-d'œuvre sud-africaine à bon marché est devenue rare et qu'un massacre irréfléchi aurait pu avoir comme conséquence la réduction du nombre de travailleurs et aurait effrayé ceux des Etats voisins qui envoient de larges contingents d'ouvriers par contrats.

Un autre fort groupe de la population se montra peiné. Il était surtout composé de ceux qui avaient soutenu la lutte de Smuts et avaient cru en une politique libérale pour combler le fossé entre les populations africaine et anglaise. Cette fraction, parlait sur un ton de tristesse plutôt que de rage. Elle était frappée par l'ingratitude des mineurs qui avaient eu le geste grossier de faire grève alors qu'ils ne pouvaient décemment espérer mieux. Car après tout, nos mineurs n'étaient-ils pas payés au moins 5 livres par mois, n'étaient-ils pas logés et nourris (dans de grands bâtiments du genre casernes militaires), n'étaient-ils pas autorisés à se rendre dans leur tribu et demeurer avec leur femme et leur famille quelques semaines par an, et n'étaient-ils pas surveillés par des médecins qui les renvoient au pays natal quand la syphilis ou la silicose les avaient rendus impropre au travail ? C'était absurde. On se sent enclin à ne plus rien faire en faveur de ces brutes ingrates. Et penser que certains entendaient effectivement obtenir une augmentation jusqu'à 10 shill. par jour !

Mais il y a un côté plus agréable. J'étais peu préparé à la découverte d'un troisième groupe pendant les grèves. Il était formé surtout par ceux qui furent les témoins des événements. M. X... est un cas typique. Il travaille dans une fabrique près d'une des mines dont il a été fait mention ici. Il n'est pas progressiste ; il croit dans la formule « tenir les indigènes à leur place », mais ne croit pas dans la valeur de la brutalité. Il revint de son travail le mercredi et était furibond. Il prit connaissance des informations du journal concernant les grévistes armés et trouva difficile de les concilier avec le brutal traitement infligé aux grévistes par les policiers. Un de ses amis, au même endroit, possède un frère qui travaille à la mine. Ce frère confirma que ce qu'ils avaient vu se passait partout ailleurs. Pour employer ses propres termes, il avait observé « que de paisibles travailleurs avaient été battus à mort ». M. X... vit un vieux travailleur protestant auprès d'un policier et l'entendit dire : « Je vous en prie, ne me battez pas. Je m'en vais maintenant », et vit le policier lui assé-

ner un coup de bâton et lui fendre le crâne. Quant l'homme fut à terre, le policier lui donna un coup de pied dans l'estomac. Des incidents curieux survinrent. Les travailleurs blancs de la fabrique où se trouve M. X... sortirent leur préjugé profondément encadré et leur interdisant d'intervenir, menaçant les policiers de les corriger s'ils touchaient un ouvrier noir de leur fabrique. Il n'est pas impossible que nombreux parmi ceux qui assistèrent à la « pacification » aient fait un pas vers la compréhension de l'inutilité et de l'inefficacité des partis politiques actuels en Afrique du Sud. Et on ne peut que regretter qu'un plus grand nombre de gens n'aient pu assister à ces scènes.

En arrivant au travail le mercredi, une des femmes de la fabrique eut à traverser un fort groupe de grévistes. Elle le fit sans encombre et arriva au travail comme d'habitude. Quand je questionnai les travailleurs de la fabrique, ils me dirent tous qu'ils n'avaient vu aucun armes entre les mains des grévistes. Tous sauf un qui déclara avoir vu un vieux travailleur porteur d'une canne, mais il n'en était pas sûr. Evidemment, il est possible que tous ces gens fussent aussi observateurs que moi-même...

Cela, c'est la petite histoire, que je veux présenter aux travailleurs de Grande-Bretagne. Et elle s'est passée, rappelons-le, non pas dans l'horrible Allemagne nazie, ni au Japon. Elle s'est déroulée dans une partie de l'Empire britannique gouverné par le libéral général Smuts qui vous admirez tellement comme philosophe et comme prophète.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Deux faits émergent clairement : que les travailleurs noirs mènent mieux une grève que nous ne le supposions ; qu'il n'y aura aucune prétention au libéralisme, ni tolérance pour d'autres points de vue quand il s'agira de mines d'or. On ne peut espérer qu'une chose, c'est que les mineurs apprendront cette leçon : que la solution se trouve entre leurs mains et que 60.000 hommes forment une résistance armée. Le grand danger réside dans le fait qu'ils peuvent tomber entre les mains du Parti Communiste et placer leurs espoirs dans les dirigeants de ce parti. Il serait tragique de voir les noirs héritiers des blancs leurs tares politiques et de voir les haines raciales se perpétuer dans l'autre sens. Déjà la montée de la classe « koulak » se fait alarmante. La police emploie avec habileté des aides noirs pour rompre les grèves ; le P.C. fricote avec des leaders ouvriers dont la peau est noire, et le gouvernement de Smuts s'entend avec des chefs de clans et des « conseillers politiques ».

Il paraît fantastique que des hommes en soient à réclamer un salaire de 10 shillings par jour alors que Johannesburg grandit et fait des affaires plus que jamais ; 18 millions de livres en actions des mines ont changé de main à la Bourse locale. Le Johannesburgois moyen a été choqué par la simple supposition qu'il y aurait des travailleurs mécontents dans son milieu. Et il y a de fortes chances pour qu'il continue à déclarer avec conviction que l'Afrique du Sud traverse une période de grande prospérité.

Nulle confusion, d'ailleurs. Camus, sympathisant libertaire, et qui connaît fort bien la pensée anarchiste, se proclame en souriant « un radical-socialiste » : traduisons « un humaniste libéral ». Il se refuse de quitter cette position moyenne qui consiste à conserver, dans l'ordre de la raison pratique, une partie de ce qui lui fut imposé par la tradition sociale fondée sur la conscience autonome et le pacte librement débattu. Et qu'entre ces formes, et leur anéantissement complet par l'Etat totalitaire, chacun est mis, de nos jours, en demeure de choisir.

Le pain de seigle y coûte 3 roubles le kilo, le pain de froment de deuxième qualité 4,40, le pain de froment de première qualité 7 roubles. Cela permet d'acheter respectivement, avec un salaire mensuel de 500 roubles, 166, 113 et 81 kilos de pain.

En France, un salaire mensuel moyen de 14.000 francs permet à 24 francs le kilo d'acheter 583 kilos de pain comparable au pain noir réservé aux ouvriers russes.

Le pain de blé coûte 18 roubles le kilo. 1,50 francs le rouble de pain ferait 1.350 francs le kilo. Mais comparons le pouvoir d'achat : avec un salaire moyen de 500 roubles on peut acheter à peine 17 kilos de viande ; avec un salaire moyen de 14.000 francs, on peut acheter 37 kilos.

Les œufs dont le prix a tellement baissé qu'en Russie il coûte 15 roubles le kilo, sont en France 15 roubles la douzaine.

Un mois de salaire moyen permettrait, en U.R.S.S., d'en acheter 35 douzaines : à 24 francs la douzaine en France, on en acheterait 55 douzaines.

Le lait est en moyenne à 3,50 roubles le litre. En France, 2,50 roubles. Un mois de salaire procurerait d'acheter 143 litres. En France, à 30 francs le litre, un mois de salaire, toujours à 14.000 francs permettrait d'en acheter 366 litres.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à 30 roubles le kilo. Celui qui en gagne 25.000 pourra se gaver à sa guise, mais peut même accompagner certains déjeuners plus modestes, car le marché kolkhozien (1) dont les prix non taxés étaient, avant la dernière dévaluation, de trois à dix fois supérieurs aux prix du marché contingenté. Et comme le marché noir officiel, à 15 roubles, a malheureusement disparu, il est probable que l'absence de concurrence a fait monter les prix du marché kolkhozien.

Les pommes de terre ont été extraordinairement revigorées. Elles coûtaient 10 francs la quintal, 0,90 à un rouleau sur le marché russe, mais jusqu'à 30 rouleaux au marché « libre ». Prix actuel des trois zones : de 0 à 18 roubles le kilo. Nous croyons qu'il y a erreur, sinon à 14 roubles en moyenne, l'ouvrier russe ne pourra pas acheter que 81 kilos avec un salaire d'un mois de salaire moyen. En France, 560 kilos.

On peut nous objecter que les denrées alimentaires sont rationnées en France ce qui nous oblige à acheter au marché noir ou rend illusoire l'infériorité des prix de la ration. Mais l'U.R.S.S. passe par l'argent dont on dispose pour la ration. L'on est rationné. Celui qui ne gagne que 150 roubles par mois n'achètera pas beaucoup de viande à

Dans l'Aviation

Orage sur les usines nationalisées

La Presse quotidienne, les hebdomadiers syndicaux, se sont faits l'écho du malaise profond qui règne dans les usines d'aviation nationalisées et en particulier à la S.N.E.C.M.A. (Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avions).

La presse nous a en même temps révélé, et la mauvaise gestion de ces usines et ce qui est plus grave, l'impossibilité pour l'Etat-patron de faire face, dans les délais, à cette obligation sociale qui ne doit souffrir aucun retard : le paiement des salaires des ouvriers et des employés de l'entreprise.

Des déléguations ont été envoyées auprès du mauvais patron l'ETAT, des manifestations ont été organisées autour de la Chambre. L'Etat les a dispersées à l'aide des forces de répression (dont les membres sont, eux, régulièrement payés). A défaut de salaire, l'ETAT-PATRON a royalement distribué des marrows aux mécontents.

Voilà où nous en sommes après trois ans d'une expérience qu'on voulait nous faire prendre pour un pas en avant dans la marche à la socialisation. En fait, l'Etat-patron a repris en main et pour son compte l'exploitation des travailleurs et cela dans un secteur où la faiblesse du patron et la force des ouvriers risquaient de compromettre le système d'exploitation de l'homme par l'homme qu'Etat et Patron privé, tous les deux, comptent perpétuer.

La Presse, en nous présentant l'événement, l'a naturellement marqué par ses préoccupations partisanes.

Pour les uns, la politisation des entreprises nationalisées est à l'origine de leurs difficultés actuelles. Pour les autres, le mal vient des attaques sournoises menées par la réaction contre une réalisation « sociale ».

En fait, tout le monde a raison dans sa critique du détail, mais il est une chose bien certaine, c'est que les résultats de ces prétendues socialisations ne pouvaient être autres. D'ailleurs, tous les groupes qui se jettent, actuellement, à la tête, leurs vérités réciproques, se trouvent à peu près d'accord vers 1945 pour ces nationalisations, dans le but de les voir servir les intérêts de leur parti.

La C.G.T. ne s'est jamais fait d'illusions sur la valeur sociale de cette réforme qui laissait l'ouvrier désarmé devant un patron d'une autre taille et possédant d'autres moyens qu'un parti.

Mais l'époque semblait favorable à une marche au pouvoir du parti communiste et celui-ci comptait sur ces entreprises, d'abord pour favoriser son ascension à la direction du pays, et ensuite pour mieux maintenir au nom de l'intérêt général les travailleurs dans l'esclavage de la production à outrance, nécessaire à la politique étrangère. Les nationalisations, si notre pays avait pris rang parmi les « démocraties populaires », auraient été les machines dans lesquelles auraient été broyées toutes les individualités ouvrières, toutes légères révoltes, toutes revendications imprudentes, tout syndicalisme libre et indépendant.

Pour l'Etat et les partis gouvernementaux, l'acceptation des nationalisations, c'était la possibilité, sous le couvert de la popularité momentanée de la C.G.T. et du Parti Communiste de remettre les choses en ordre avec le moins de « dégâts » possible, de chanter l'hymne à la production nécessaire à la sauvegarde des intérêts capitalistes, quitte lorsque les choses seraient redevenues normales, à se débarrasser des communistes (ce que l'on fait à présent) et à faire servir ces nationalisations (les transformant si c'était nécessaire) aux intérêts de l'Etat et il semble bien que l'ETAT soit en train de gagner cette bataille d'influence engagée depuis trois ans entre lui et le parti communiste.

Les travailleurs, eux, qu'ont-ils à gagner à cette prétendue socialisation ? Leur présence dans les conseils d'administration ? Leurs représentants appartiennent tous à la même caste de fonctionnaires syndicaux inamovibles, caste bien plus occupée à conserver ses priviléges, voire à les étendre, qu'à défendre les intérêts des travailleurs. Le statut de leur entreprise nationalisée ? Il n'est guère différent de celui des entreprises privées.

La possibilité d'ouvrir d'une manière efficace dans les Comités d'Entreprise ? Mon camarade Normandy a dit ici même ce qu'il fallait penser de ces organismes. Je voudrais y ajouter ceci que la nationalisation comme la

création des comités d'entreprise a dépersonalisé la section syndicale au profit d'un organisme d'Etat, car enfin les quelques avantages qu'on nous présente : gestion d'œuvres sociales, surveillance de la sécurité, du débauchage, de l'embauche, etc., étaient autrefois le fait de la section syndicale, organe primordial de combat des travailleurs. Aujourd'hui, entre le travailleur organisé dans son syndicat et son exploitant, se dresse un nombre toujours plus grand d'organismes, et les entreprises nationalisées, chargées d'amortir le choc entre les travailleurs et le nouveau patron l'Etat. La revendication se trouve noyée dans un fonctionnalisme papier et l'énergie diluée dans des parolles où chacun reste sur ses positions. Le temps et la fatigue se chargent du reste.

Mais si les travailleurs n'ont gagné aux nationalisations qu'un patron plus mauvais payeur et plus procédurier, possédant des moyens matériels et moraux plus efficaces, il n'ont donc, semble-t-il, rien à perdre au retour au secteur privé ?

Voyons les choses telles qu'elles sont véritablement. Le retour au secteur privé serait ressentie comme une défaite par la classe ouvrière dans son ensemble.

On le lui a tellement persuadé qu'elle a réellement cru que les nationalisations étaient le but de ses secrets désirs. Elle a marché dans le slogan « la nationalisation, c'est la socialisation ». Elle ressentira leur mise en sommeil, leur atténuation, comme une défaite.

Ce que va perdre la classe ouvrière est à mon avis très grave, c'est bien autre chose que les avantages illusoires dont elle croira être dépossédée. Ce que la classe ouvrière va perdre, c'est encore un peu plus de sa confiance, déjà bien ébranlée, aux vraies réalisations sociales. Ce qui va s'aggraver chez elle, c'est encore un peu plus son dégoût de l'action pourtant si nécessaire, ce qui risque de disparaître c'est ce qui lui restait de confiance en l'organisation syndicale.

Certes d'autres syndicats, d'autres corporations tentent localement la même expérience, mais l'effort entrepris à une grande échelle doit aboutir à des résultats meilleurs.

Nous savons aussi que ces essais ne seront pas tous heureux et que bien des déboires peuvent survenir. Mais ces essais et ces déboires ne peuvent que fortifier les capacités d'organisation de la classe ouvrière et enseigner aux travailleurs ce que les décrets gouvernementaux et les discours partisans s'efforcent de leur cacher.

Il faut que l'ouvrier qui achète un article 100 francs sache comment l'Etat préleve d'impôts sur cet achat pour alimenter son budget de guerre s'élevant à plus de 400 milliards. Il faut qu'il sache quelle est la dime que prélevent le grossiste, le semi-grossiste, le transporteur, le ménage, le détaillant.

Certes, les travailleurs appellent à s'efforcer de liquider toute une classe d'intermédiaires, et à profiter de la désorganisation actuelle de la distribution pour imposer leur propre circuit, cela signifie-t-il que nous donnions dans le panneau tenu par le Conseil Economique ?

Non, l'échec de l'Etat à la S.N.E.C.M.A. n'est pas l'échec des travailleurs, les nationalisations ne sont pas l'arme des travailleurs. L'arme des travailleurs, c'est la véritable nationalisation des entreprises, c'est l'abolition du salariat obtenu par la Grève générale et par l'expropriation.

JOYEUX.

C. N. T.

Confédération Nationale du Travail

39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 9^e

Permanence tous les jours de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30 sauf le dimanche

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU RAIL

Permanence fédérale tous les mercredis de 9 à 12 heures

Les samedis, de 14 à 19 heures.

10 UNION REGIONALE

Les camarades dispersés dans le Loiret désirent d'adhérer à la C.N.T. sont invités à écrire au siège.

20 UNION REGIONALE

Le Creusot. — Les camarades C.N.T. de cette localité sont invités à prendre contact avec le siège confédéral.

Fédération Anarchiste

Réunions Publiques et Contradictoires

2^e REGION

• MAISONS-ALFORT, salle des Fêtes, Vendredi 18 juin, 20 h. 30
Les anarchistes et les problèmes actuels FONTAINE

• PARIS 5^e, 6^e, Palais de la Mutualité (pour la salle, consulter le panneau d'affichage). Vendredi 18 juin à 20 h. 45
« L'économie distributive et l'Anarchisme » Robert LEFRANC

• COURBEVOIE, S.sol Ecole Maternelle, 38, r. Metz. Lundi 21 juin à 20 h. 30
Ethique religieuse et Ethique laïque Orateur : LAISANT

• PARIS-OUEST, Café de Balagny, 75, av. Saint-Ouen. Vendredi 25 juin à 20 h. 30
L'Economie Fédérale distributive Orateur : Jacques BRUNEL

8^e REGION
• LYON-VAISE, salle Luboza, 27, place de Valmy, Samedi 20 juin, 20 h. 30
Morale chrétienne ou morale anarchiste Aristide LAPEYRE

• LYON, au siège, 60, rue Saint-Jean, Dimanche 20 juin, à 10 heures
« Histoire du mouvement anarchiste » A. LAPEYRE

• SAINT-ETIENNE, grande salle des Conférences de la Bourse du Travail. Mardi 22 juin, 20 heures
« Maîtrise chrétienne, morale anarchiste » Aristide LAPEYRE

10^e ET 11^e REGIONS TOURNEE PAUL LAPEYRE

• PERPIGNAN, salle Arago, Vendredi 18 juin à 21 heures
Le guerre est-elle fatale ? Comment l'éviter ?

• 12^e REGION MARSEILLE, Salle Artistic, 8, cours J.-Thierry. Le vendredi 18 juin 1948, à 19 h.
Qu'est-ce que la Franc-Maçonnerie

• Salle Artistic, 8, cours J.-Thierry. Le vendredi 2 juillet 1948, à 19 h.
Le rôle néfaste des Eglises Par ARRUE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

CIRCUIT DIRECT

(Suite de la 1^{re} page)

Elles feignent de ne pas voir que les décisions gouvernementales ne font qu'enterrer les situations de fait. De même, nombre de dirigeants de coopératives ou de responsables de groupements d'achat veulent faire croire que c'est le remplacement du seul boutiquier du coin par un employé qui peut amener une diminution du prix de vente des denrées alimentaires ou des produits d'usage courant. La pratique démontre cependant que la différence entre les prix pratiqués dans une succursale d'une grande coopérative et ceux affichés dans un magasin à succursales multiples est insignifiante, quand elle existe.

Ce qui compte effectivement, c'est l'achat direct aux producteurs paysans et aux fabricants, et la vente immédiate sans bénéfice aux consommateurs ouvriers.

Aussi ne pouvons-nous saluer qu'avec joie l'initiative prise par l'Union Départementale des syndicats F.O. du Cher qui s'organise pour « grouper les consommateurs du département afin qu'ils puissent pratiquer des achats directs à la production et orienter la gestion de l'économie distributive ».

Certes d'autres syndicats, d'autres corporations tentent également la même expérience, mais l'effort entrepris à une grande échelle doit aboutir à des résultats meilleurs.

Nous savons aussi que ces essais ne seront pas tous heureux et que bien des déboires peuvent survenir. Mais ces essais et ces déboires ne peuvent que fortifier les capacités d'organisation de la classe ouvrière et enseigner aux travailleurs ce que les décrets gouvernementaux et les discours partisans s'efforcent de leur cacher.

Il faut au délégué, beaucoup de doigté, de finesse, et aussi de cran pour remplir le mandat qui lui a été confié. C'est pourquoi, partout où ils en ont les possibilités, les travailleurs syndiqués à la C.N.T. n'hésitent pas à présenter les meilleures d'entre eux à la délégation d'entreprise.

Sans vouloir chanter victoire, à l'instar des sirènes cégétistes, (notre modestie nous en empêche), nous ne pouvons passer sous silence le travail important accompli par les camarades C.N.T. de l'entreprise « Société Industrielle de Soudure », usine de la Colombière à DIJON.

Malgré que la Section syndicale C.N.T. soit inférieure en nombre à celle C.G.T., l'activité, la probité, le désintéressement de nos camarades ont permis aux élections de six délégués, que cinq d'entre eux appartiennent à la C.N.T.

Certes, les délégués eux connaissent la besogne importante qui les attend, ils sont décidés, solidaires les uns des autres et de leurs mandants, à travailler uniquement à l'amélioration des conditions de travail et de vie du personnel.

Aux travailleurs de l'Entreprise « Société Industrielle de Soudure » de les aider dans leur tâche, qu'ils comprennent, ainsi que ceux des autres entreprises métallurgiques de DIJON, que seul le syndicalisme dégagé de toute tutelle politique est capable de les entraîner à leur émancipation.

L'Union locale des Syndicats C.N.T. de DIJON.

Les lendemains qui chantent

Dans la région de Villeneuve-Saint-Georges, les bombardements libérateurs ont fait que les cités des chemins de fer étaient démantelées.

Nombre de locataires, qui ont pu passer à travers l'ouragan, se sont rassurés, à cette époque, tel le poète des romans pour minotaures en mal d'émotion, à couper la tête étoile.

Depuis, grâce à l'appel des professionnels de la production, pour les autres travailleurs de la batteuse reboussettent les manches et trinquant d'arrache-pied à la reconstruction des cités détruites.

Evidemment, la S.N.C.F. se gratifie de rapidité avec laquelle ses exploitations étaient enfin pouvoir retrouver un

Le bras de fer du rail, jusqu'à ce que l'exploitation soit étoilée.

C'est donc là joie. Mais il leur faut bientôt déchanter.

À la prise de possession de ces nouveaux logements, les cheminots acquièrent un loyer de 9.000 francs.

Le mois dernier, ce loyer fut doublé.

Si nous ajoutons à cela les impôts locatifs et les charges, il faut au travailleur du Rail produire pendant deux mois pour pouvoir s'acquitter.

D'après les bruits de couisse, il paraît que ce n'est pas encore définitif, car la S.N.C.F. considère qu'elle ne peut amortir les constructions nouvelles en percevant un taux de loyer aussi mesquin.

Donc, d'après la S.N.C.F., ce sont les sinistres eux-mêmes qui doivent amortir la reconstruction.

L'on ne peut être plus paternaliste ! L'Etat, en la circonstance, se montre plus rapace que le plus hideux des rauviers.

Le cheminot dont le logement est passé à travers l'entreprise de démolition collective, continue à payer un loyer de 4.000 fr. Nous constatons, sans jalouse, qu'une rude différence se fait jour avec l'autre qui doit en payer 18.000.

Si les fonds manquent à la S.N.C.F. pour loger ses exploitations, qu'elle demande au ministre de la Guerre sur son budget, suffisamment important, une aide financière. La construction est plus utile que le jargonage d'ingénierie.

Que nos camarades du Rail se groupent surtout en comités de défense, pour améliorer leurs conditions de travail.

Le slogan des lendemains qui chantent, a fait faillite, ce sont que des lendemains qui font cracher la mort.

Un sinistre de Villeneuve-St-Georges.

LES DELEGUES C.N.T. ELUS A DIJON

Chacun d'entre nous sait pertinemment que nos cégétistes, pour les besoins de leur plus ou moins mauvaise cause, s'essaient à chanter victoire dans toute leur presse, HUMA, V.O. et autre PEUPLE, lorsque leurs candidats à la délegation du personnel décrochent la timbale et sont élus dans les entreprises.

En général, ces délégués, qui devraient défendre l'ensemble du personnel dont ils sont les représentants auprès des directions, sont surtout prisonniers des cellules stalinianes et appliquent uniquement les exercices imposés par le parti dirigeant la grande C.G.T. sans se soucier, bien entendu, des revendications de leurs mandants.

Ce qu'il importe, pour ces domestiques, c'est de contrecarrer l'activité des syndicalistes sincères, au sein des entreprises.

A la C.N.T., si nous nous désintéressons des Comités d'Entreprises, organismes de collaboration et de paix sociale, institués surtout pour faire produire les travailleurs tout en leur contestant le droit à une vie meilleure, par contre nous attachons une réelle importance à la délegation du personnel...

Il faut au délégué, beaucoup de doigté, de finesse, et aussi de cran pour remplir le mandat qui lui a été confié.

C'est pourquoi, partout où ils en ont les possibilités, les travailleurs syndiqués à la C.N.T. n'hésitent pas à présenter les meilleures d'entre eux à la délégation d'entreprise.

Sans vouloir chanter victoire, à l'instar des sirènes cégétistes, (notre modestie nous en empêche), nous ne pouvons pas oublier pour la classe ouvrière un tel passif, que peut-être la classe ouvrière en ce mois de juin 1948, celle des ateliers et des bureaux, des villes et des villages, des aéroports et des ports, vu la tradition définitive de la II^e Internationale, celle — non moins définitive — de la III^e, 1948 verrait-elle les masses se désigner des luttes émancipatrices et trahir à leur tour ?

La classe ouvrière française semble accueillir le lien géométrique de toutes ses renonciations, mais cette torpeur, n'est que la résultante d'un immense dégoût. Qu'en se